



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 3626

Texte de la question

RÉDUCTION DES DÉPENSES PUBLIQUES

M. le président. La parole est à M. Yves Censi, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Yves Censi. Madame la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, comme l'avait annoncé le Président de la République le 27 octobre, la révision à la baisse de la prévision de croissance pour 2012 a été assortie d'un ensemble de mesures dévoilé hier par le Premier ministre. Ces mesures doivent nous permettre non seulement de tenir nos engagements de réduction des déficits publics l'an prochain, mais également de renforcer de façon crédible la perspective d'un retour à l'équilibre de nos finances publiques en 2016.

Comme l'a rappelé le Premier ministre, nos comptes publics n'ont plus été en équilibre depuis 1975. L'effort inédit dans lequel nous nous engageons en vue de désendetter la France doit donc tous nous rassembler. Je salue, bien sûr, l'action du Gouvernement qui fait preuve, encore une fois, de réactivité et de réalisme face à une conjoncture en constante évolution.

La cohérence d'ensemble des mesures qui sont proposées doit nous permettre de surmonter cette crise le plus rapidement possible, sans peser ni sur le potentiel de croissance ni sur le dynamisme de notre économie.

Faut-il rappeler, notamment à nos collègues de gauche, que cet objectif que vous poursuivez, que nous poursuivons tous, n'est pas uniquement budgétaire, il a pour finalité première de protéger notre modèle social et de préserver notre compétitivité et, bien sûr, nos emplois.

M. Roland Muzeau. N'importe quoi !

M. Yves Censi. Madame la ministre, dans le souci de préserver notre compétitivité et compte tenu du niveau de prélèvements obligatoires qui est le nôtre aujourd'hui, il est prioritaire de faire peser l'essentiel de ces mesures sur la dépense publique. Pouvez-vous indiquer à la représentation nationale les modalités de l'effort de réduction de ces dépenses ainsi que sa part dans le plan total ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, vous posez une question cruciale : comment la France peut-elle sortir renforcée de cette crise ?

M. Jean-Jacques Candelier. En faisant payer les riches !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. En investissant dans l'avenir. C'est ce qu'elle va faire avec les 35 milliards du plan d'investissements d'avenir qui seront déployés dans l'éducation, la formation, la recherche et l'innovation.

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Mais elle sortira également renforcée de la crise si nous diminuons nos dépenses de fonctionnement, si nous sommes économes, si nous nous désendettions et si nous réduisons nos déficits.

M. Roland Muzeau. Vous allez tuer le malade !

M. Patrick Lemasle. Vous êtes au pouvoir depuis dix ans, vous êtes responsables !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Comme vous le soulignez, monsieur le député, 50 % de l'effort qui aujourd'hui est demandé aux Français pèsera sur la dépense publique. Nous avons fait énormément d'économies : depuis

2010, nous avons réduit de 150 000 le nombre des fonctionnaires, nous avons diminué de 10 % les dépenses de fonctionnement de l'État, avec tout ce que cela implique sur le train de vie de l'État en matière de logements de fonction, de voitures de fonction, et une réduction de 17 % des effectifs des cabinets ministériels.

(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)

Nous avons également réduit la progression des dépenses d'assurance maladie, en baissant les prix des médicaments, en baissant les tarifs hospitaliers, en demandant aux médecins de prescrire mieux, de prescrire moins. C'est grâce à toutes ces économies, à ces investissements et, bien sûr, à la réforme courageuse des retraites, que nous pouvons sortir renforcés de cette crise. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Yves Censi](#)

Circonscription : Aveyron (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3626

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 9 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 novembre 2011